



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille treize le 17 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 10 décembre 2013, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, M. GRELLIER, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir:

Mme DELMAS SAINT HILAIRE à Mme SARRAUTE, Mme CASTET à Mme MERCHADOU

Etait excusée:

Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

11 – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA VILLE AU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La loi du 04 juillet 2008, qui porte sur la réforme portuaire, a institué 3 instances de gouvernance, le conseil de surveillance, le directoire et le conseil de développement.

Ce dernier qui a un caractère consultatif est composé de quatre collèges, dont celui des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements situés dans la circonscription du port. Au nombre de neuf, ils siègent pour une durée de 5 ans.

Par délibération du 27 janvier 2009, le conseil municipal a donc désigné un représentant.

Le mandat arrivant à son terme et conformément au Code des transports et au Code des ports maritimes, le préfet de Région sollicite la nomination d'un nouveau représentant.

En conséquence il est proposé au conseil municipal de nommer un représentant de la ville au conseil de développement.

Monsieur G. CARREAU est élu.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 23/12/13

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20131217-6597-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur FRANCIS RIMARK

